

## Compte-rendu des débats

REGARDS CROISES ENTRE POLITIQUE ET MEDIATS SUR « ROLE ET FONCTIONS DES PARTIS POLITIQUES ET DES MEDIATS DANS DES PROCESSUS ELECTORAU X »

**Le mardi 21 novembre 2006, s'est tenu à l'hôtel Savana le séminaire sur "rôle et fonctions des partis politiques et des médias dans des processus électoraux". Cette manifestation s'est tenue dans le cadre des « regards croisés entre politique et médias » organisés par la Fondation Konrad Adenauer en collaboration avec le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) et l'Agence de presse sénégalaise (APS).**

Ce séminaire a été une véritable tribune pour les hommes politiques et les représentants des médias qui y prenaient part. Après les quatre contributions de l'honorable député Babacar Gaye (PDS, 3ème vice président de l'Assemblée nationale), du professeur Madior Diouf (RND), de M. Issa Sall (Directeur de publication de Nouvel Horizon et porte parole de la CENA) et de M. Mame Less Camara, correspondant BBC et enseignant au CESTI, les débats étaient ouverts.

Le premier intervenant était Ndiaga Sylla de l'Alliance Jéf Jël, ces manquements découlent des réformes intervenues récemment dans le système électoral. Si le système électoral a connu des mutations, reconnaît M Sylla, on n'est pas allé plus loin, par l'imposition vote électronique suite à l'adoption du système de la carte électorale numérisée. Et au sujet de la carte électorale numérisée, Ndiaga Sylla se demande comment va être matérialisé sur cette carte l'acte de vote accompli par le citoyen comme cela était possible avec l'ancienne carte électorale. Selon lui, le Sénégal a vou-

lu à réformer son système électoral en ne se donnant pas le temps qu'il faut, car suivant les projections des techniciens du ministère de l'Intérieur, l'opération de refonte totale du fichier électoral devait s'étaler sur 30 mois. Ainsi, Ndiaga Sylla, tout en saluant « le rôle des formations politiques dans la maîtrise du système électoral sénégalais », souligne qu'on ne peut pas concevoir une démocratie sans s'évertuer à organiser des élections libres, transparentes et démocratiques. En plus, selon lui, il faut un dialogue politique entre les différents acteurs de la scène politique.

Moussa Taye du Parti socialiste regrette pour sa part l'absence d'un respect des règles du jeu dans la pratique politique au Sénégal. Il a également exprimé sa crainte par rapport aux médias du service public. « Les pratiques de la télévision nationale ne m'inspirent aucune confiance », dira t-il et de faire constater que le Soleil est dirigé par un militant du Parti démocratique sénégalais (PDS). Il a déploré les pratiques courantes dans la presse people qui « insulte tout le monde », selon lui. Moussa Taye a également fustigé la légitimité du Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) à cause de ses conditions d'adoption à l'Assemblée nationale. Le CNRA a été voté par 15 députés, selon lui.

Tout en mettant en avant le « Rôle des partis dans tout le processus électoral », Ousmane Badiane de la LD soutient qu'il y a une remise en cause d'un « acquis » considérable à savoir le dialogue entre les acteurs politiques. Or, « le dialogue politique

participe de l'apaisement du terrain politique », selon lui. Se prononçant sur les médias, il a déploré la « déviation » des émissions interactives (wax sa xalat) au cours desquelles des auditeurs font dans l'insulte et la propagande. Le militant de la LD a également dénoncé la « passivité » du Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) à trois mois des élections. Hélène Tine de l'Alliance des Forces de Progrès (AFP) a aussi salué « le rôle de la presse dans la consolidations des acquis démocratiques ». Toutefois, selon elle, « la situation politique au Sénégal est préoccupante à trois mois des élections ». En véritable défenseur de la cause féminine, M Tine a déploré la part infime des femmes dans les assemblées élues, particulièrement l'Assemblée nationale. C'est ainsi qu'elle a plaidé pour l'inscription dans le dispositif électoral de l'obligation de respecter un seuil de présence des femmes sur les listes électorales et en faire même une des conditions de leur recevabilité Sidy Dieng, journaliste (« Symbiose ») et Président de ASECOD a mis l'accent sur le contrôle des radios pendant la campagne électorale. Mais de façon plus globale, selon lui, le problème du contrôle des médias se pose compte tenu du rôle joué par les médias dans l'exacerbation de certains conflits. Il a notamment fait allusion au conflit sénégalomauritanien en 1989.

Pour Hippolyte Dossou, étudiant au CESTI, il y a un troisième élément qui manque dans la formulation du sujet « rôles et fonctions des partis politiques et des médias dans des processus électoraux ». Ce troisième élément est, selon lui, l'organe de régulation des médias. Entre les politiques et les médias il ne doit pas manquer de divergences, d'où la nécessité d'un arbitre, l'organe de régulation, qui va rappeler à l'ordre. Il a donné un exemple sur le Bénin qui a mis en place une autorité de régulation, la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) doté de pleins pouvoirs en la matière. Aboulaye Diallo, également étudiant au CESTI, regrette pour sa part l'absence des patrons de presse à la rencontre, car étant les premiers responsables dans les rédactions.

Il a été rejoint dans ce point de vue par Alpha Sall, de l'Agence de presse sénégalaise et ancien secrétaire général du Syndicat des professionnels et de la communication du Sénégal (SYNPICS). Toutefois, M Sall, estime qu'on a assisté à des « regards parallèles », et non à des « regards croisés », ce qui aurait permis de creuser d'avantage le débat. Entre politiques et médias, il s'est demandé tout de même qui influence qui en faisant allusion à la dernière série de consultation faite par le Chef de l'Etat pour les besoins de formation d'un gouvernement d'union nationale. « Tout le monde s'est fait avoir », selon lui. Alpha Sall a souligné qu'il y a une volonté des autorités de dépénaliser les délits de presse, tout en plaçant pour l'application de la convention collective dans les rédactions.

Ibrahima Lissa Faye, journaliste à Sud Quotidien a émis l'idée de l'organisation d'une formation sur les processus électoraux à l'endroit des journalistes. A cet effet, il a cité le projet de l'Association des Jeunes reporters qui est à la recherche d'un financement pour les besoins de cette formation. Il s'agit d'une « question de responsabilité » pour la presse, selon lui. M Faye a par ailleurs demandé une protection pour les journalistes dans l'exercice de leur métier et plaidé pour le règlement de l'Internet au Sénégal.

Dans ses réponses, le Pr Madior Diouf du Rassemblement national démocratique (RND) n'a pas été très prolixe. Il a simplement invité le ministre de l'Intérieur à bien travailler pour des élections libres, transparentes et démocratiques. Babacar Gaye député du Parti démocratique sénégalais (PDS) a donné des éléments d'assurance pour la tenue d'élections transparentes et a invité les journalistes à faire leur travail en « toute responsabilité » et à « faire des réglages pour ne pas tomber dans les dérives ». Et cet exercice doit se faire en fonction des lois de la République et des limites liées au bon usage.

Pour Issa Sall, « la campagne électorale se prépare au niveau des rédactions » soulignant que tout le monde, du reporter au directeur de l'organe d'information doit être

au même niveau d'information. Il appartenait au directeur d'organiser tout ça, selon lui. Dans ces réponses, Issa Sall a fustigé certaines pratiques journalistiques, évoquant notamment l'existence, dans certains journaux, de pages non signées, ce qu'il assimile à une « absence de responsabilité ». « Tant qu'il y aura ces pages, il y aura des dérives dans les journaux ». Or, « si c'est de l'information, il faut signer ces pages », selon lui. Le directeur de publication de l'hebdomadaire *Nouvel Horizon* a invité les journalistes à regrouper leur synergie pour « avoir des organes crédibles ». Il a par ailleurs déploré que des personnes, journalistes notamment, soient subventionnées au Sénégal. « On ne subventionne pas des individus, on subventionne des créateurs de richesses », a-t-il souligné sur ce point. Estimant que les jeux sont « faussés dès le départ », Issa Sall a averti : « on aura la presse qu'on mérite, on n'aura pas une autre presse ». Pour sa part, Mame Less Camara, correspondant de la BBC à Dakar estime qu'il faut prendre en compte le profil des journalistes qui vont couvrir les prochaines élections. Il s'agit, selon lui, de reporters qui ont moins de 30 ans et parfois sans formation. Certains problèmes doivent être réglés dans les rédactions, en procédant à des formations, a-t-il ajouté. Il faut mettre à niveau tous les collaborateurs, car la plupart des journalistes n'ont pas subi la formation. Pour Mame Less Camara a également exprimé un besoin de spécialisation dans les médias. Concernant le CNRA, il lui faut du personnel, selon Mame Less Camara, pour les besoins de son travail de monitoring.

Le journaliste a déploré la tendance des médias sénégalais à faire de plus en plus dans le « people », une posture médiatique importée qui contribue à décrédibiliser le discours politique en particulier.

Jusqu'ici, le discours politique était recouvert d' « une certaine honorabilité », a-t-il fait observer à l'ouverture du séminaire. Mais de plus en plus, avec la course au scoop des radios, il faut « séduire à tout prix » et « disséquer fil par fil la taille des mailles » du pagne, a-t-il dit, en référence à l'irruption de plus en plus remarquée du pri-

vé dans l'information politique servie par les médias. Cette tendance constitue « un danger », même si elle « a cours ailleurs », a-t-il ajouté, estimant qu'elle laisse prospérer non plus un plus discours « critique », mais fait plutôt dans la raillerie, la destruction et la décrédibilisation.

« Il y a une perte de signification à distinguer » par exemple les radios communautaires des radios commerciales, du fait d'une certaine tendance à l'uniformisation en oeuvre dans ces médias, a-t-il estimé. S'exprimant sur le fait que des hommes politiques sont à la base de la prolifération de radios privées, le journaliste s'est demandé si ces stations ne seraient pas des « dispositifs de riposte pour contrer ce qui a pu se passer en 2000 », allusion au rôle joué par les radios dans ces élections qui ont porté au pouvoir l'actuelle majorité. Ou alors, serait-ce « un dispositif de préposition pour jouer ce même rôle-là mais en l'inversant » au bénéfice d'hommes politiques propriétaires de ces stations en question, s'est-il interrogé. « Un média est une plateforme d'amplification qui contribue à rendre très bon ce qui est bon et très mal ce qui est mal », a prévenu le journaliste.